



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 19 juin 2017

Que leurs ennuis commencent !

Comme prévu, Macron a son Assemblée, même s'il doit en rabattre par rapport au raz-de-marée annoncé au premier tour. De record, on retiendra surtout celui de l'abstention : déjà historique au premier tour (51,30 %), il est battu au second (57,36 %).

Bref, La République en marche n'aura pas fait se déplacer les foules !

Bien loin d'une victoire populaire donc, le président « jupitérien » a surtout réussi à mettre en orbite dans les vieilles institutions sa (pas si) nouvelle écurie électorale. Entre les ex-PS ou LR devenus « marcheurs », ceux de la prétendue société civile qui doivent leur élection à Macron, et les alliés officiels du Modem, il dispose d'une majorité absolue de 348 députés pour lui permettre de mettre en œuvre son programme antisocial. Autant dire que le gouvernement Macron va avoir à sa botte une Assemblée bourgeoise décomplexée. C'était le but du jeu. Mais l'abstention massive montre que la population n'est pas dupe. Si l'Assemblée macroniste compte s'asseoir sur le monde du travail, celui-ci pourrait bien, par ses mobilisations à venir, s'asseoir sur l'Assemblée et la présidence.

Là-haut, ils sont pressés

Derrière la comédie parlementaire se prépare l'offensive patronale. Maintenant que l'OPA « En Marche » est achevée, le PDG Emmanuel Macron et son conseil d'administration Édouard Philippe entendent lancer sans attendre la grande « restructuration » du pays au nom de la « compétitivité » (traduire : des profits patronaux).

Plus que jamais en marche, donc, pour les licenciements et fermetures d'entreprises, comme à Engie, Ford, Tati, Mim, Vivarte, Whirlpool et bien d'autres. Il s'agit de systématiser les chantages à l'emploi, l'arbitraire patronal, avec baisse des salaires et suppressions d'effectifs, et de légaliser toutes les attaques contre ce qui reste des droits collectifs des travailleurs. C'est du moins ce qu'ils espèrent nous imposer.

La stratégie du choc

Pour commencer, en légiférant par ordonnances, Macron espère prendre de vitesse toute tentative d'organiser une mobilisation contre sa Loi Travail 2.

Pour l'heure, il a même réussi à embarquer dans la comédie du « dialogue social » les responsables des confédérations syndicales comme Philippe Martinez, Jean-Claude Mailly ou Laurent Berger. Ce qui, heureusement, a suscité des réactions de mécontentement et d'opposition de la part de bon nombre de structures syndicales locales ou régionales et de militants d'entreprises, pour qui c'est la mise en ordre de bataille face à cette guerre sociale annoncée qui devrait être à l'ordre du jour.

Mais rien n'est joué

Non, rien n'est joué. La majorité absolue à l'Assemblée pourrait se révéler dérisoire face à une tout autre majorité... dans la rue et les grèves. C'est d'ailleurs ce que craignent certains conseillers de Macron, en évoquant qu'à force de postures « jupitériennes », le « débat » pourrait « se terminer dans la rue ».

À nous de confirmer leurs craintes. Les ordonnances et autres manipulations gouvernementales ne pèseront pas lourd si les travailleurs venaient à porter le « débat dans la rue », tout comme dans leurs bureaux et leurs ateliers. Macron et ses godillots concoctent leur « stratégie du choc », celle de l'intimidation. Mais les travailleurs, qui font tout tourner dans ce pays, peuvent avoir leur propre stratégie, celle de la contre-offensive. Une grève généralisée sur toutes nos revendications pourrait réduire à l'impuissance et au ridicule ce gouvernement bien mal élu.

Nous n'en sommes pas là, mais cela se prépare. Après tout, en ce lendemain du deuxième tour des législatives, lundi 19 juin, les rassemblements du Front social à Paris et dans plus d'une dizaine de villes, en ont marqué quelques premiers jalons.

Nous, on a pas de super-bonus...

Malgré nos efforts, la direction de Renault ne subventionne toujours pas ce bulletin (pourtant elle aurait les moyens !). Alors pour exister, l'Étincelle a besoin de vous. Pour soutenir sa parution, versez à la collecte !

RH de tous les pays, unissez-vous !

Grâce à l'intranet, nous avons appris avec joie que la chef des DRH de Renault avait reçu le prix du DRH de l'année, décerné notamment par Le Figaro Économie. Déjà, c'est drôle ! Mais le plus poilant, ce sont les commentaires sur la même page de l'intranet. C'est à qui fera le plus beau message pour féliciter la directrice. Quelle surprise : il y aurait des gens chez Renault qui sont contents de la politique RH ? À y regarder de plus près, ces commentaires élogieux ne proviennent que de RH de tous les pays, de la com' ou de directeurs.

Ils n'ont pas tort de s'auto-congratuler tant qu'ils peuvent, parce que quand les travailleurs de France, d'Espagne, de Roumanie et d'ailleurs iront ensemble leur dire leurs quatre vérités, ils risquent d'entendre un autre son de cloche.

Un p'tit tour et puis s'en va

Avant le directeur de la DEA-MM, c'est celui de la DEA-TM qui est venu faire un tour à Lardy la semaine dernière. Quand un salarié lui a demandé pourquoi il y avait autant de sous-traitance, il n'a pas tenu un discours mi-quiète mi-raisin : il a tout simplement répondu qu'il fallait anticiper d'éventuelles futures crises économiques.

Sous-entendu : ils pourront virer les prestataires plus facilement que des embauchés Renault. Belle considération pour nos camarades de travail sur siège éjectable...

Alors, plutôt que ce soient toujours les travailleurs qui paient les crises, on a une idée avant la prochaine : virer ceux qui en sont responsables par leur boulimie de profits et tous ceux qui défendent leurs intérêts.

37,2° le matin

La canicule s'installe et les températures ne cessent de grimper dans les ateliers et les bureaux. Ce que la direction arrive à faire pour faire macérer les véhicules aux bonnes températures d'essais, elle ne le tente même pas pour qu'on puisse travailler dans des conditions décentes. Ça coûterait trop cher !

Et si on se lançait nous aussi dans l'homologation ? Pas celle des voitures, mais celle de nos conditions de travail... Au-dessus de 26°C à notre poste, on ne bosse plus !

Petits arrangements entre (riches) amis

La semaine dernière, la rémunération de Ghosn et des dirigeants a été adoptée à 53 % par les actionnaires de Renault. Il paraît que ceux-ci avaient quand même quelques scrupules à voir les dirigeants se gaver de millions. Mais le PDG a su les convaincre de bien voter : les dividendes vont augmenter de 31,2 %!

Maintenant on comprend pourquoi l'abstention est plus faible dans les AG de patrons que dans les élections...

Ras-le-bol de leur jeu de cache-cash

Nos patrons ne savent vraiment plus quoi faire de l'argent qu'on leur fait gagner... Après le coup de l'évasion fiscale à Malte, la presse a révélé un document selon lequel il

serait proposé à Ghosn et à sa bande de faire payer des super-bonus grâce à une structure offshore basée aux Pays-Bas. Cette société leur servirait à se partager discrètement les profits tirés des « synergies » entre Renault-Nissan-Mitsubishi (autour de 26 millions d'euros en 2017, à se partager en 6 parts!). Ghosn a démenti mais a tout de même dit qu'il voulait « encourager les dirigeants » à poursuivre les économies sur le dos des salariés.

Qu'ils se les distribuent en public ou en cachette, tous ces profits proviennent de notre boulot. Pour le leur montrer, il nous suffirait de débrayer et de bloquer la production.

Contre la fermeture du site PSA La Garenne !

La direction de PSA veut fermer le centre d'ingénierie mécanique de La Garenne-Colombes (92) et déplacer les bureaux à Poissy, à Vélizy ou à Carrières. Contre ce déménagement forcé, plus d'une centaine de salariés ont débrayé contre ce projet et se sont rassemblés devant le site le 9 juin, pour défendre leurs conditions de vie et de travail. PSA cherche à faire une opération immobilière juteuse en vendant ce terrain situé près de La Défense.

Mais les salariés n'ont pas envie de se faire balader.

Arrogance héréditaire

Nadine Ghosn, fille de, se lance dans la joaillerie de luxe à 27 ans. Fabriquer et vendre des bagues en forme de hamburger à 7500 dollars, ça nous rappelle vaguement le talent de son paternel qui a fait croire qu'il avait sauvé des emplois chez Nissan (en licenciant 20 000 salariés), qu'il avait des preuves solides pour licencier 3 hauts cadres (ensuite innocentés) ou que son salaire n'est pas encore à la hauteur de ses qualités. On souhaite à la fille autant de succès qu'au père, d'autant plus qu'elle a dit de lui dans la presse : « *il nous soutient sans trop nous gêner* ».

Mais allez savoir ce que veut dire « *trop* » quand on touche comme lui 15 millions d'euros par an...

GM&S : la lutte continue

Après les entourloupes de Macron et des constructeurs, les salariés de GM&S continuent à se battre contre la fermeture de leur site. Alors que le tribunal de commerce doit se prononcer sur la liquidation le 23 juin, le seul repreneur encore en lice (GMD) n'a déposé aucune offre ferme. Il n'a pas dit combien d'ouvriers seront repris et combien devront aller pointer à Pôle Emploi avec seulement les indemnités légales. Renault et PSA refusent d'augmenter les commandes et de maintenir les emplois.

Pourtant, ça coûterait à peine plus que le salaire de Ghosn, sans parler des profits des actionnaires. L'avenir des salariés de GM&S compte moins que leurs dividendes.

Les flammes du capitalisme

À Londres, la tour Grenfell qui a pris feu le 14 juin, était un immeuble de logements sociaux au milieu d'un quartier aisé. Le bilan de l'incendie était le 19 juin de 79 morts. Les habitants de la tour avaient déjà signalé les manquements aux normes de sécurité. Lors d'une rénovation achevée en 2016, des panneaux d'isolation à bas prix mais peu résistants aux flammes avaient été choisis. Les habitants ont exprimé leur colère et même le maire de Londres a reconnu que ce drame aurait pu être évité.

Même dans les pays riches, le capitalisme sème toujours la mort parmi les pauvres.